



Huit mesures à adopter de toute urgence pour préserver le rôle des océans dans le maintien de la vie sur Terre

Le réchauffement de l'océan est 40 % plus rapide que ce qui avait été anticipé il y a peu – certains changements pourraient être « irréversibles »

Londres, 24 juillet 2019 – Un nouvel article scientifique préconise huit mesures pour faire obstacle à l'éventuelle catastrophe écologique qui menace l'océan mondial, et qu'il est nécessaire d'adopter au plus vite et simultanément. En effet, plusieurs signes montrent que les changements seront plus abrupts et plus rapides que ce qu'ont pu anticiper différents modèles, même récents.

Les experts réunis par le Programme international sur l'état des océans (International Programme on the State of the Ocean, IPSO) avertissent que l'inaction ces dix prochaines années face aux dégâts causés par des taux sans précédent de réchauffement climatique et par d'autres activités humaines pourrait entraîner des changements catastrophiques dans le fonctionnement de l'océan mondial, en menaçant des écosystèmes vitaux et en perturbant la civilisation humaine.

L'article indique : « *Nous observons une hausse de la température, des perturbations, de l'acidification, des invasions biologiques et des nutriments dans l'océan, ainsi qu'une réduction de l'oxygène. Plusieurs de ces phénomènes agissent comme des cliquets : une fois que des changements préjudiciables ou négatifs se sont produits, ils peuvent être définitifs et non réversibles, en particulier à l'échelle de processus écologiques et océaniques bruts.* »

L'équipe pluridisciplinaire composée de spécialistes des sciences marines et d'experts juridiques, politiques et financiers a examiné et résumé les conclusions de 131 articles scientifiques révisés par des pairs sur le changement océanique (120 datant de moins de cinq ans), dans le but d'évaluer les changements qui se produisent et les conséquences de l'inaction.

L'analyse qui en résulte, publiée aujourd'hui dans *Aquatic Conservation*, annonce qu'une production moins importante de la chaîne alimentaire marine, une plus faible capacité à stocker du carbone, la chute des niveaux d'oxygène et le rejet possible de la chaleur emmagasinée dans l'atmosphère s'inscrivent dans une vague de changements, en cours ou démontrés comme possibles, que subit l'océan mondial sous l'assaut massif des activités humaines.

Le document de réflexion de l'IPSO identifie huit actions prioritaires qu'il sera nécessaire de mener de concert si l'on veut éviter les pires scénarios pour l'océan, dont des changements potentiellement irréversibles.

Les impacts du dérèglement climatique dans l'océan sont décrits comme « omniprésents et en accélération, et le principal facteur de changement dans l'océan. La plus grande priorité reste de s'attaquer fermement au réchauffement mondial et de limiter l'élévation de la

température de surface à 1,5 °C d'ici 2100. Cependant, des mesures devraient être mises en œuvre pour se préparer à une élévation des températures entre 2 et 3 °C.

L'appel à un moratoire, basé sur le respect du principe de précaution, sur l'exploitation minière en eaux profondes survient alors que l'Autorité internationale des fonds marins tient sa réunion annuelle dans un contexte d'inquiétude croissante quant au fait que les activités minières pourraient toucher les stocks de carbone présents dans les sédiments des fonds marins, ce qui réduirait la capacité de l'océan à absorber le dioxyde de carbone et à atténuer les effets de la crise climatique. Jusqu'à présent, 29 licences d'exploration ont été accordées et la zone d'intérêt commercial pour les activités minières est estimée à plus de 4 millions de km², soit une zone plus grande que la masse terrestre totale des 20 plus grands pays de l'Union européenne.

Les autres priorités à traiter en urgence sont les suivantes :

- Conclure un traité sur la haute mer solide et complet, doté d'une Conférence des Parties et d'un Comité scientifique ; et assurer une réforme du droit de vote au sein d'organismes tels que l'Autorité internationale des fonds marins, afin de mettre un terme aux intérêts particuliers qui sapent l'approche de précaution ;
- Faire appliquer les normes en vigueur pour des aires marines protégées (AMP) efficaces, et en particulier pour des réserves marines totalement protégées, et les étendre dans le but d'instaurer la protection intégrale de 30 % de l'océan, et de couvrir tous les types d'habitats ainsi que la haute mer, tout en assurant une gestion efficace permettant d'éviter des effets préjudiciables majeurs dans 100 % du reste de l'océan ;
- Mettre fin à la surpêche et aux pratiques destructrices, et notamment à la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) ;
- Réduire drastiquement la pollution des eaux marines, y compris due aux engrais azotés et aux eaux usées, mais aussi du fait des plastiques ;
- Proposer un mécanisme de financement pour la gestion et la protection de l'océan ; et taxer les activités non durables afin de supprimer les charges qui pèsent sur le patrimoine mondial et de financer l'innovation et l'adaptation ;
- Étendre les recherches scientifiques sur l'océan et accroître la transparence et l'accessibilité des données sur l'océan issues de tous types de sources (c.-à-d. la recherche, les pouvoirs publics et l'industrie) ; mieux comprendre l'absorption et le rejet de chaleur entre la mer et l'atmosphère, ce qui devrait être une priorité de la recherche scientifique. La Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques, qui s'ouvre en 2021, est une excellente occasion d'effectuer cette importante transformation.

L'article de l'IPSO met en évidence un certain nombre de tendances inquiétantes qui émergent des dernières recherches scientifiques, lesquelles montrent que le changement océanique se produit à un rythme bien plus rapide et plus profond que ce que l'on avait anticipé. Ces tendances indiquent notamment que :

- Le réchauffement océanique s'accélère, se réchauffant jusqu'à 40 % plus vite en moyenne que ce qu'un groupe d'experts des Nations Unies estimait il y a cinq ans ;
- Le réchauffement de la couche supérieure de l'océan, conséquence du réchauffement climatique mondial induit par l'homme, modifie le climat des vagues à l'échelle mondiale, ce qui les rend les vagues plus fortes ;
- Des signes montrent que l'océan commencerait déjà à relâcher une partie de cette énergie thermique emmagasinée, ce qui pourrait contribuer à d'importantes hausses des températures mondiales dans les années à venir ;

- Une tendance alarmante de déclin des niveaux d'oxygène dans l'océan, associée à des polluants chimiques, rend de très vastes zones hypoxiques ou anoxiques ;
- La glace de l'Arctique et de l'Antarctique fond plus rapidement que ce que les scientifiques avaient anticipé, et l'élévation du niveau de la mer qui en résulte a des conséquences catastrophiques pour des villes du monde entier.

L'article de l'IPSO précède le tout premier rapport du GIEC portant uniquement sur l'état de l'océan et de la cryosphère. Celui-ci devrait être publié en septembre 2019, avant la tenue en décembre d'une Conférence des parties à l'ONU sur le climat qui devrait se concentrer sur l'importance de l'océan dans le cadre de la crise climatique.

Dan Laffoley, professeur travaillant pour l'UICN et principal auteur de l'article, déclare : « *La vie marine est menacée de suffocation, de famine, de surchauffe et de corrosion acide sous l'effet du changement climatique actuel. La situation ne fait qu'empirer. Nous devons agir sur le changement climatique, mais aussi renforcer de toute urgence la résilience. Toute forme de vie sur Terre est menacée par l'effondrement océanique. Cet article décrit huit mesures concrètes mais ambitieuses qui doivent être mises en place simultanément pour l'éviter.* »

Callum Roberts, professeur à l'université de York et coauteur du rapport, ajoute : « *Nous avons environ dix ans pour agir. Les points de basculement du déclin océanique risquent plus que jamais d'être atteints si aucune mesure n'est prise aujourd'hui, et une excellente occasion d'y remédier se profile à l'horizon. L'accord sur le climat de Paris entre en vigueur en 2020 avec son plan de mise en œuvre ; des négociations pour le traité de l'ONU sur la protection de la biodiversité des zones ne relevant pas de la juridiction nationale sont programmées et devraient se conclure en 2020 ; et un objectif de développement durable sur l'océan s'accompagne de cibles à atteindre en 2020. La bonne mise en œuvre de ces opportunités politiques et le regroupement de ces efforts mondiaux doivent porter leurs fruits.* »

FIN

Notes de l'éditeur :

À propos du rapport : « ***Eight urgent fundamental and simultaneous steps needed to restore ocean health, and the consequences for humanity and the planet of inaction or delay*** » est publié en anglais dans la revue ***Aquatic Conservation***. Pour obtenir des images, des interviews ou de plus amples informations, veuillez contacter :

Patricia Roy, patricia@communicationsinc.co.uk, +34 696 905 907

Complément d'information sur les mesures recommandées :

Traité sur la haute mer : Il est essentiel qu'un traité ambitieux sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale soit conclu d'ici 2020. Il est également nécessaire de réformer le droit de vote dans les organisations sectorielles telles que l'Autorité internationale des fonds marins, étant donné que, pour un trop grand nombre d'entre elles, un petit nombre d'acteurs économiques dominants peuvent décider de la réussite ou de l'échec des réformes grâce à des exigences de consensus.

Moratoire sur l'exploitation minière en eaux profondes : Les activités jugées indiscutablement préjudiciables, telles que l'exploitation minière en eaux profondes dans les eaux internationales, ne devraient pas se produire tant qu'une véritable gouvernance n'a pas été instaurée, des recherches scientifiques menées et des outils de gestion de

précaution adoptés, d'une façon qui assurera la protection efficace de l'environnement marin et de sa biodiversité. Ces activités devraient déjà être interdites de façon permanente dans des zones telles que les sites de cheminées hydrothermales actives, étant donné la capacité de ces dernières à soutenir des communautés biologiques abondantes et souvent endémiques.

Pollution : L'eutrophisation et la pollution chimique et plastique sont des sources d'inquiétude de plus en plus pressante. La pollution causée par les débris de plastique a récemment été reconnue comme un risque appelant une réponse mondiale, mais les États doivent agir de façon tout aussi énergique contre la pollution marine par les nutriments et les substances chimiques dont la répartition et les impacts n'ont fait que croître ces cent dernières années. Les nutriments, principalement issus du ruissellement agricole, créent des efflorescences algales dans les zones contaminées où, lorsqu'une efflorescence algale meurt, un processus de décomposition s'amorce et peut radicalement modifier l'alcalinité océanique, produire des efflorescences algales nuisibles et modifier la structure écologique des communautés côtières et pélagiques. On peut ainsi citer les efflorescences de *Sargassum* qui touchent les plages de toute la mer des Caraïbes et du golfe du Mexique, des proliférations d'algues nuisibles (« marées rouges et brunes ») dans le monde entier et une augmentation des formations de zones mortes qui s'étendent désormais de la Barbade à la Chine.

Surpêche : L'attention devrait également se porter sur une réduction de l'effort de pêche mondial de 50 % afin d'atténuer les effets du changement climatique. Une portion importante de cette réduction pourrait être réalisée par l'élimination de la pêche illicite. La productivité marine se retrouve actuellement prise en tenaille entre le changement climatique et la surpêche, ce qui réduit la productivité des pêcheries et menace le bon état des populations. Le réchauffement de l'océan, au niveau le plus simple, a deux conséquences : il freine la circulation océanique, ce qui réduit le transfert de nutriments vers les eaux moins profondes, et il diminue la teneur en oxygène. Ceci, combiné à des taux métaboliques plus élevés en cas de températures plus chaudes, signifie que les poissons grandiront plus lentement pour atteindre des tailles plus petites. Parallèlement, la surpêche se poursuit : de récents chiffres de la FAO, établis en moyenne mondiale, révèlent que les pêcheries surexploitées et pleinement exploitées représentent désormais 93 % de toutes les pêcheries.

Finance océanique : Les activités marines qui ont des impacts négatifs doivent être suffisamment taxées pour internaliser pleinement les externalités, le coût pour le patrimoine mondial. Ces taxes favoriseront une transition vers des activités de moindre impact et encourageront ainsi de meilleurs comportements, et les fonds levés pourront servir au financement des mesures proposées.